

Services aux
collectivités

Annexe 31-501A1

Inscription

DEMANDE D'INSCRIPTION À TITRE DE COURTIER OU D'ÉMETTEUR DE VALEURS MOBILIÈRES

Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée. La collecte, l'utilisation, la divulgation, la rétention et la disposition de renseignements recueillis par le biais des sites Web du gouvernement du Yukon sont effectuées en conformité avec la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et la *Loi sur les archives* et ces renseignements ne sont utilisés que pour la l'administration de la Loi sur les valeurs mobilières. Si vous avez des questions sur la collecte ou l'utilisation de ces renseignements, veuillez communiquer directement avec le surintendant des valeurs mobilières, gouvernement du Yukon, Services aux collectivités, 2130, deuxième avenue, Y1A 5H6, C.P. 2703, Whitehorse, Yukon. Téléphone : 867-667-5005 Télécopieur : 867-393-6251

1 La présente constitue une demande d'inscription sous le régime de la *Loi sur les valeurs mobilières* et les déclarations qui suivent portent sur :

a) Nom de l'entreprise qui fait affaire : _____

b) Adresse de l'entreprise

c) N° de téléphone _____

2 L'auteur de la demande a des comptes dans la ou les institutions financières suivantes :

(Inscrire les banques et les succursales où les transactions sont effectuées)

3 Adresse aux fins de signification au Yukon

4 Est-ce que l'auteur de la demande a déjà demandé l'inscription pour des succursales? _____ Le cas échéant, inscrire l'adresse :

5 Est-ce que l'auteur de la demande d'inscription, un de ses associés, de ses dirigeants ou de ses administrateurs, ou encore un membre du même groupe :

a) a déjà été inscrit à quelque titre que ce soit sous le régime de la *Loi sur les valeurs mobilières* du Yukon? _____

b) a déjà demandé l'inscription à quelque titre que ce soit sous le régime d'une *loi sur les valeurs mobilières du Yukon*? (répondre « oui » ou « non ». Si la réponse est « oui », fournir des explications)

6 Est-ce que l'auteur de la demande d'inscription, un de ses associés, de ses dirigeants ou de ses administrateurs, ou encore un membre du même groupe,

a) a déjà été inscrit titulaire d'une licence à quelque titre que ce soit dans une autre province, un autre territoire ou un autre pays qui exigent l'inscription ou l'obtention d'une licence pour effectuer des opérations sur valeurs mobilières? (répondre « oui » ou « non ». Si la réponse est « oui », fournir des explications)

b) a déjà été inscrit titulaire d'une licence à quelque titre que ce soit dans une autre province, un autre territoire ou un autre pays qui exigent l'inscription ou l'obtention d'une licence pour offrir des services au public à quelque titre que ce soit? (*répondre « oui » ou « non ». Si la réponse est « oui », fournir des explications*)

c) est une personne à qui a été refusée l'inscription ou la délivrance d'une licence visée aux alinéas 6a) ou b) ou une personne dont l'inscription ou une licence visée aux alinéas 6a) ou b), de quelque catégorie que ce soit, a été suspendue ou annulée? (*répondre « oui » ou « non ». Si la réponse est « oui », fournir des explications*)

d) est une personne à qui a été refusé un avantage ou une dispense en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières* ou des règlements d'un territoire, d'une province, d'un état ou d'un pays? (*répondre « oui » ou « non ». Si la réponse est « oui », fournir des explications*)

Instructions. – Pour répondre à 6b), il faut inscrire une inscription ou la détention d'une licence pour agir, notamment, à titre d'agent d'assurance, de courtier immobilier, de concessionnaire de véhicules usagés, de courtier en hypothèques, etc.

7 Est-ce que l'auteur de la demande d'inscription, un de ses associés, de ses dirigeants ou de ses administrateurs, ou encore un membre du même groupe

a) a déjà été membre d'une bourse, d'une association de courtiers en valeurs, de banquiers en placement, de courtiers, de maisons de courtage de valeurs, de courtiers de fonds mutuels ou d'un organisme semblable dans une province, un territoire, un état ou un pays? (*répondre « oui » ou « non ». Si la réponse est « oui », fournir des explications*)

b) s'est déjà vu refuser l'adhésion à une bourse, une association de courtiers en valeurs, de banquiers en placement, de courtiers, de maisons de courtage de valeurs, de courtiers de fonds commun de placement ou à un autre organisme semblable dans une province, un territoire, un état ou un pays? (*répondre « oui » ou « non ». Si la réponse est « oui », fournir des explications*)

(c) a déjà été suspendu à titre de membre d'une bourse, d'une association de courtiers en valeurs, de banquiers en placement, de courtiers, de maisons de courtage de valeurs, de courtiers de fonds commun de placement ou d'un organisme semblable dans une province, un territoire, un état ou un pays? (*répondre « oui » ou « non ». Si la réponse est « oui », fournir des explications*)

8 Est-ce que l'auteur de la demande, un de ses associés, de ses dirigeants ou de ses administrateurs, ou encore un membre du même groupe a déjà exploité une entreprise ou fait affaire sous un autre nom que celui indiqué dans la présente demande? (*répondre « oui » ou « non ». Si la réponse est « oui », fournir des explications*)

9 Est-ce que l'auteur de la demande, un de ses associés, de ses dirigeants ou de ses administrateurs, ou encore un membre du même groupe,

a) a déjà été accusé ou reconnu coupable d'une infraction en vertu des lois d'un territoire, d'une province, d'un état ou d'un pays, à l'exception des infractions mineures à un code de la route? (*répondre « oui » ou « non ». Si la réponse est « oui », fournir des explications*)

Instructions. – Cette question vise *toutes* les lois. C.-à-d. en matière criminelle, d'immigration, de douanes, de boissons alcoolisées, etc. d'un territoire, d'une province, d'un état ou d'un pays n'importe où dans le monde et s'applique même si une accusation a été rejetée ou abandonnée.

b) fait l'objet d'une poursuite devant un tribunal civil n'importe où dans le monde pour des allégations de fraude, y compris une demande d'injonction? (*répondre « oui » ou « non ». Si la réponse est « oui », fournir des explications*)

c) a déjà fait faillite ou fait une cession volontaire? (*répondre « oui » ou « non ». Si la réponse est « oui », fournir des explications*)

d) a déjà refusé un cautionnement? (*répondre « oui » ou « non ». Si la réponse est « oui », fournir des explications*)

10 Sont jointes aux présentes et marquées à titre de pièces, les demandes de chaque associé, dirigeant, administrateur ou membre du même groupe, rédigées selon la formule 33-109F4.

11 Inscrire le nom du propriétaire, ou de chaque associé ou administrateur de l'auteur de la demande, qui procédera à des opérations sur valeurs au Yukon, ainsi que le nom de trois références pour chacun de ces associés ou administrateurs, dont l'une doit être une banque ou une société de fiducie.

12 A- CAPITALISATION DE LA SOCIÉTÉ

En qualité d'auteur de la demande d'inscription autre qu'un émetteur de valeurs, sont joints aux présentes et marqués à titre de pièces, les renseignements qui suivent relatifs à la structure financière et au contrôle de la société qui présente la demande.

a) Le capital autorisé et émis de la société est constitué comme suit :

	Actions privilégiées (énoncer le nombre d'actions et leur valeur)	Actions ordinaires (énoncer le nombre d'actions et leur valeur)
	Actions	Actions
	\$	\$
(1) capital autorisé		
(2) émis		
(3) valeur totale des autres valeurs mobilières :		
(i) obligations.....		
(ii) débetures		
(iii) billets		
(iv) tout autre prêt (énoncer leurs sources et leurs échéances)		
	\$	\$
	Total	
		\$

b) Les noms et adresses des propriétaires inscrits et des propriétaires de chaque catégorie de valeurs mobilières ou d'obligations émises et la valeur des mêmes attributs pour chaque propriétaire.

c) Inscrire le nom et l'adresse du dépositaire où est déposé l'actif qui représente le capital libéré et le produit de l'émission d'autres valeurs mobilières.

d) Est-ce qu'une personne physique ou une société s'est engagée à agir à titre de caution pour les engagements financiers ou autres de l'auteur de la demande d'inscription? (*répondre « oui » ou « non ». Si la réponse est « oui », fournir des explications*)

e) Est-ce qu'un ou plusieurs créanciers ont exercé une subrogation relativement à des prêts contractés par l'auteur de la demande d'inscription? (*répondre « oui » ou « non ». Si la réponse est « oui », fournir des explications*)

f) Est-ce qu'une personne physique ou une société détient un intérêt bénéficiaire ou autre dans l'auteur de la demande d'inscription? (*répondre « oui » ou « non ». Si la réponse est « oui », fournir des explications*)

B - CAPITALISATION D'UNE SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF OU D'UNE ENTREPRISE INDIVIDUELLE :

Sont joints aux présentes et marqués à titre de pièces, les renseignements qui suivent relativement au capital versé de la société en nom collectif ou de l'entreprise individuelle et le niveau de contrôle (droits de vote) de chaque participant de l'auteur de la demande d'inscription.

(i) Montant du capital versé : \$ _____

(ii) Description de l'actif qui représente le capital versé :

(iii) Inscrire le nom et l'adresse du dépositaire où l'actif représentant le capital versé sera déposé :

(iv) La source, le montant et l'échéance des obligations contractées par la société en nom collectif, le cas échéant (*inscrire les noms adresses des créanciers, lorsqu'applicable*).

(v) Est-ce qu'une personne physique ou une société s'est engagée à agir à titre de caution pour les engagements financiers ou autres de l'auteur de la demande? (*répondre « oui » ou « non ». Si la réponse est « oui », fournir des explications*)

(vi) Est-ce qu'un ou plusieurs créanciers ont exercé une subrogation relativement à des prêts contractés par l'auteur de la demande d'inscription? (*répondre « oui » ou « non ». Si la réponse est « oui », fournir des explications*)

(vii) Est-ce qu'une personne physique ou une société détient un intérêt bénéficiaire ou autre dans l'auteur de la demande d'inscription? (*répondre « oui » ou « non ». Si la réponse est « oui », fournir des explications*)

FAIT LE à _____ (Nom de l'auteur de la demande)

le _____ jour de _____, 20 _____ par _____
(Signature de l'auteur de la demande, d'un administrateur ou d'un associé)

_____ (dans le cadre de ses attributions)

AFFIDAVIT

(par l'auteur de la demande, un associé ou un administrateur, selon le cas.)

CANADA:

TERRITOIRE DU YUKON.

LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES

TÉMOIN :

Je

soussigné,

Nom complet

de _____

dans la province ou le territoire _____, déclare sous serment :

1. Je suis l'auteur de la demande ci-jointe (ou un associé ou un administrateur de l'auteur de la demande) et j'ai signé la demande.

2. Les déclarations contenues aux présentes sont véridiques.

DÉCLARÉ SOUS SERMENT à _____)

dans la province ou le territoire _____)

le ___ jour _____ 20 ___)

Signature du souscripteur
d'affidavit

Notaire public)